

Publié le 25 août 2021

Benoît Payan veut des « Etats généraux » contre l’habitat indigne

Alors qu’un nouveau drame est survenu dans la cité des Flamants à Marseille, le 17 juillet dernier, éclairant une nouvelle fois l’ampleur du mal logement dans la deuxième ville du pays, le maire, Benoît Payan en appelle dans une lettre au Premier ministre, à la mise en place « dans les meilleurs délais d’Etats généraux sur la lutte contre les squats, les bidonvilles et l’habitat indigne ».



« Près de 15 000 personnes sont en situation de sans-abrisme. 41 000 demandes de logements sociaux sont en attente alors que 1 573 ménages étaient reconnus prioritaires par la commission Dalo à Marseille en 2020, pour un potentiel de 615 logements vacants dans le contingent préfectoral sur la ville », rappelle-t-il. Réunissant les services de l’État, les

parlementaires, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et les associations, ces Etats généraux auraient pour objectif « d'établir un diagnostic partagé de la situation, d'élaborer un plan d'action stratégique et opérationnel et d'y dédier des moyens d'actions spécifiques », conclut le maire de Marseille. Dans ce cadre, **la société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-In)**, récemment initiée pour lutter contre l'habitat indigne suite au drame de la rue d'Aubagne, jouera forcément un rôle central.